

L'université en Tunisie, un nouvel enjeu pour le développement des territoires urbains

Najem Dhaher

Depuis deux décennies, la demande d'accès à l'enseignement supérieur en Tunisie se fait forte auprès des pouvoirs publics. Les pressions exercées, conjuguées à la faiblesse, voire l'absence, de programmes de développement économique local, ont fait des infrastructures universitaires, bien que souvent réalisées à la va-vite et sans réelle ligne directrice, un important instrument d'aménagement du territoire¹. Ces dernières années, les universités montrent des signes d'émancipation de leur domaine d'action traditionnel et se présentent comme des acteurs capables de porter des projets urbains d'envergure. Dans certaines villes petites et moyennes, l'université s'impose comme un élément majeur de l'urbain, et ce tant dans ses modalités de régulation interne que dans ses modes d'intervention vis-à-vis de son environnement proche (Dhaher, 2005). Depuis quelques années, on observe une certaine symbiose entre l'université et son environnement. La création de synergies améliore la compétitivité et le développement des espaces d'accueil. Dans certaines villes tunisiennes, l'université est de plus en plus sollicitée non seulement comme infrastructure d'appui et d'accompagnement, mais également comme vecteur du développement urbain local (Dhaher, 2005).

Cette relation université-ville suscite une série d'interrogations : quels impacts, quelles résonances effectives la présence de l'université produit-elle ou trouve-t-elle dans un espace urbain dégradé et fragile ? Aménage-t-elle ou « déménage »-t-elle des territoires ? Comment participe-t-elle au développement urbain local ? Observe-t-on des différences selon les villes, compte tenu de leurs spécificités ? Quels enjeux pour l'avenir ?

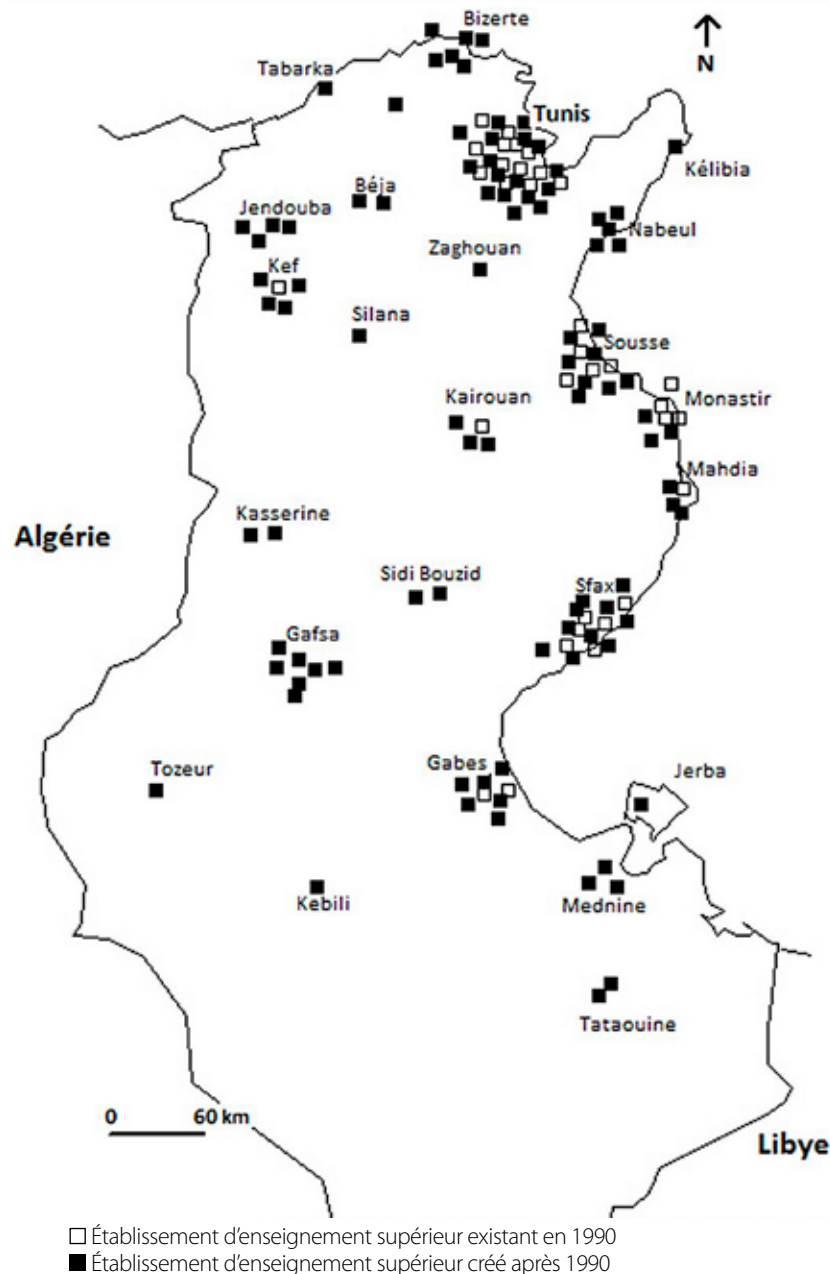
1. Les équipements universitaires apparaissent de plus en plus dans les documents d'urbanisme en tant que composantes importantes du territoire (exemples du campus Manouba dans le SDA du Grand Tunis, du campus de Tozeur dans le PAU de la ville, etc.).

L'évolution des relations entre territoires et universités en Tunisie

Après la création de l'université tunisienne en 1960, la capitale Tunis est la seule ville à abriter des établissements d'enseignement supérieur. Au début des années 1970, la formation supérieure commence à connaître une certaine régionalisation avec la création de quelques établissements universitaires dans des grandes villes régionales côtières (Sfax, Sousse, Monastir et Gabes). Ces nouvelles universités ont servi de relais territoriaux et ont conforté la fonction de commandement des villes d'accueil.

Dans les décennies suivantes, l'explosion des effectifs étudiants s'est accompagnée d'un développement immobilier entrepris dans un temps très bref. Parmi les 104 établissements universitaires créés entre 1996 et 2012, 80 sont situés dans des villes petites ou moyennes.

Un éclatement universitaire au bénéfice des villes moyennes



Source : Dhaher N., d'après les statistiques du BEPP- MESRS 2011.

Les évolutions liées aux universités en Tunisie

	1971	1981	1991	2001	2012
Nombre d'étudiants	11 069	28 449	76 097	226 102	357 392
Nombre d'établissements universitaires	22	38	74	121	195
Nombre de villes abritant une université	4	8	13	21	28

Source : BEPP- MESRS et enquêtes personnelles, 2012.

Toutefois, en répondant davantage à un souci d'intervention rapide qu'à une rationalité urbaine, la régionalisation de l'université a donné des résultats très inégaux.

Le thème « université et territoire urbain » peut recouvrir des significations originales dans le contexte tunisien. En effet, les villes et les universités se sont développées significativement durant la période post-coloniale, voire même dans les deux dernières décennies. Les établissements universitaires, dont la localisation est héritée des premières années de l'indépendance, sont disséminés, dans la ville jusqu'au début des années 1990. Depuis, ils sont devenus un enjeu d'aménagement de l'espace urbain et connaissent une nouvelle organisation spatiale. Ainsi, les nouveaux rapports que l'université est appelée à établir avec son environnement s'imposent avec d'autant plus de force qu'elle a vu sa mission académique traditionnelle se doubler d'une mission nouvelle de développement de son territoire d'implantation. Pour ces raisons, certaines universités se sont trouvées obligées de s'ancrer dans le territoire et d'interagir avec les différents acteurs en présence. Aujourd'hui, les universités tunisiennes sont tiraillées entre deux objectifs souvent difficiles à concilier : faire face à la demande sociale de scolarisation et aux pressions politiques et économiques, et contribuer au développement de leur territoire d'accueil. Cette dernière mission, tant attendue par les populations locales, s'avère problématique.

Dans beaucoup de villes tunisiennes et essentiellement petites et moyennes, comme Gafsa, Nabeul ou Jendouba, les liens encore peu développés que peuvent tisser villes et universités au profit du développement local sont porteurs de beaucoup d'attentes (Dhaher, 2010). Les dernières revendications populaires visant à installer une faculté de médecine à Sidi Bouzid et une autre à Médénine sont la preuve que les habitants de ces villes ont conscience que l'université peut émerger comme acteur territorial aux côtés de la collectivité. Cette situation n'est pas sans conséquences sur la dynamique urbaine.

La fabrique de nouveaux territoires universitaires et urbains

Avec la massification de l'enseignement supérieur tunisien depuis le début des années 1990, la géographie des universités s'est modifiée, puisqu'elles doivent à la fois s'adapter à l'évolution quantitative des effectifs et à de nouvelles demandes en matière de formation. Les universités ont été construites à la périphérie des villes, souvent sur des sites agricoles et naturels. Leur implantation a souvent été ignorée dans les projets d'aménagement de la ville, que ce soit du point de vue de leur forme urbaine ou de leurs interactions avec la ville et son environnement.

Dans la ville de Nabeul, l'implantation du campus s'est appuyée sur la disponibilité d'emprises foncières abordables. La question de l'occupation du sol illustre l'un des enjeux auxquels la ville doit faire face. Il y a une compétition entre l'urbain et le rural. Le premier prend de l'ampleur et le second tente de se protéger du développement urbain. Les zones périurbaines limitrophes se recomposent à l'occasion d'opérations liées notamment aux opportunités foncières dégagées par la présence de l'espace universitaire.

Après quelques années d'implantation, le campus s'est étendu vers la banlieue sud-ouest de la ville. L'urbanisation

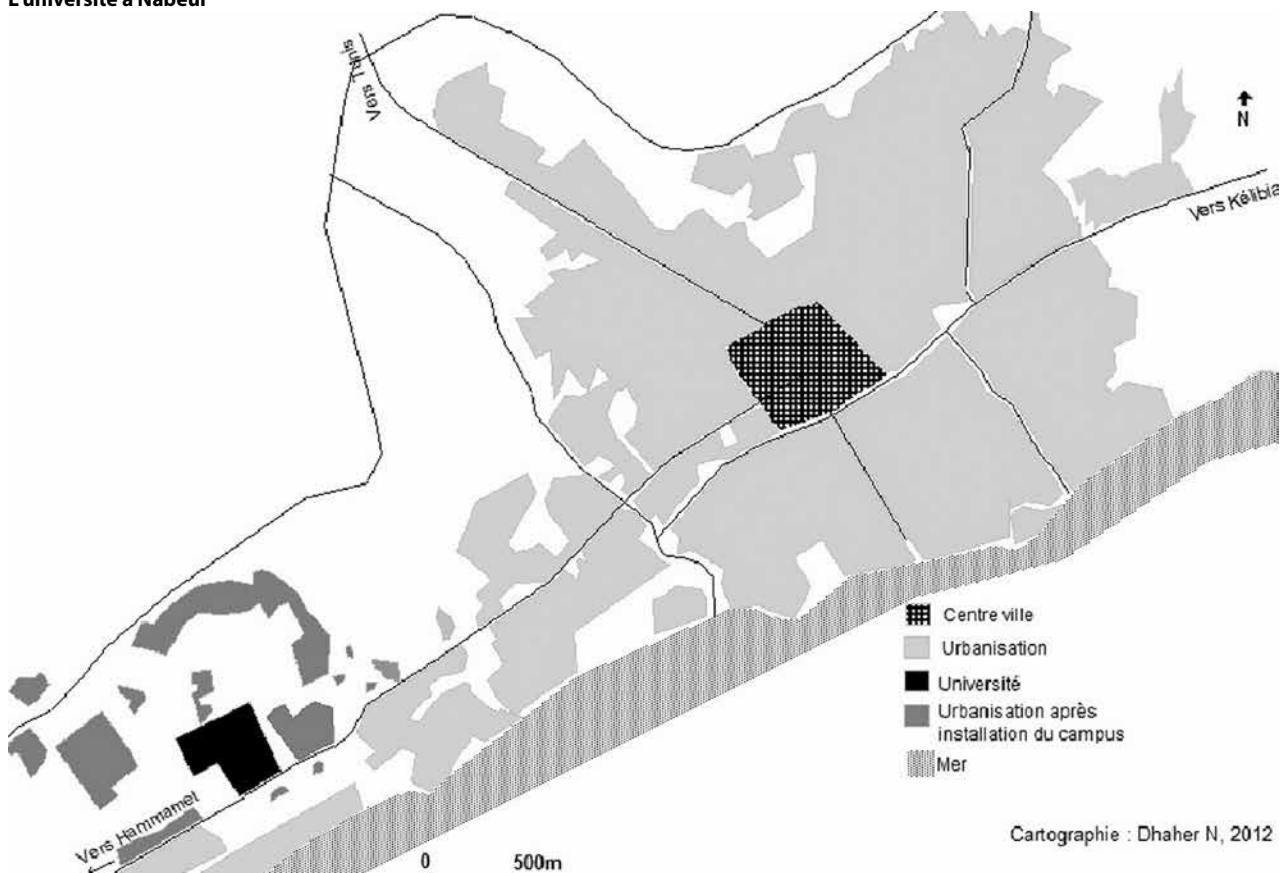
est en train de rattraper très largement cette partie de la ville, s'implantant sur les terres agricoles fertiles du voisinage ce qui pose de nombreux problèmes.

En réalité, en Tunisie, la politique de la carte universitaire, lancée dans les années 1990, n'a pas été conçue comme un schéma d'aménagement et de développement de l'enseignement supérieur. L'aménagement des sites universitaires n'a pas été évalué et actualisé, ce qui a affecté l'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants, et rendu ambiguë l'insertion de l'université dans l'environnement urbain.

Gafsa rend compte des limites de la rencontre entre l'université et la ville. La zone où se déploie le site universitaire de Gafsa se compose de quartiers non réglementaires à l'habitat social déqualifié. Si l'implantation d'une université a quelques effets sur l'organisation urbaine, son impact reste modeste surtout en ce qui concerne la revitalisation des zones en crise – pourtant tant espérée aussi bien par la collectivité que par la population.

Le campus est mal articulé au reste de la ville. À Gafsa, l'impact des fonctions universitaires sur le marché foncier est évident. L'offre locative, quant à elle, est faible, et à chaque rentrée universitaire, la crise du logement étudiant fait l'actualité. Les prix des loyers mensuels ont évolué considérablement, selon les informations

L'université à Nabeul





Najem Dhaher

collectées auprès des étudiants (Dhaher, 2010). Dans le quartier Sidi Ahmed Zarrouk à Gafsa, on peut observer une progression souvent non réglementaire de l'urbanisation dans les dernières années. Toutefois la présence de l'université a soumis les territoires à des recompositions urbaines et les quartiers populaires « en difficulté » à une requalification. La valeur foncière des terrains avoisinant les établissements universitaires connaît des taux d'augmentation annuels dépassant les 15 % depuis leur installation.

Dans les conditions actuelles, il apparaît que l'université est en train de prendre, malgré les difficultés fonctionnelles et organisationnelles liées à son aménagement, un rôle important dans le processus d'urbanisation, non seulement comme élément de structuration de la ville, mais aussi comme élément polarisant. Dans un contexte de déficit de l'intervention publique, l'extension non contrôlée de la ville produit de nouveaux obstacles à la construction d'une urbanité démocratique, et rend plus aléatoire une possible intégration des quartiers nouveaux dans l'ensemble urbain (Dhaher, 2005). L'université, qui crée et charpente souvent cette extension, comme c'est le cas à Nabeul et à Gafsa, se présente comme un précurseur de changements importants.

L'université dans la ville, un acteur émergent de développement ?

En Tunisie, il semble que l'on découvre actuellement, au niveau local, les atouts de l'implantation d'établissements d'enseignement supérieur en termes de potentialités socioéconomiques, urbaines, culturelles et même politiques.

Le territoire universitaire a connu une double évolution de son aménagement et de sa place dans la ville à partir du début des années 1990, sans pour autant créer un véritable projet d'aménagement territorial. Aujourd'hui, les collectivités locales cherchent à comprendre comment ces équipements arrivent à jouer un rôle important dans le développement de leurs villes. Ceci nécessite une démarche rationnelle en matière d'urbanisme. Car, s'il y a vingt ans, les villes moyennes tunisiennes voulaient abriter une université essentiellement pour permettre à leurs jeunes d'étudier sur place, aujourd'hui elles attendent de l'université qu'elle soit un élément de la compétitivité et un moteur de développement urbain et économique. Mais ce nouveau rôle peut-il amener les universités à devenir dans le futur des « productrices de villes » ?

Au-delà du rôle attractif qu'exerce l'université en dotant le territoire de ressources indispensables en capital humain, elle représente un capital économique conséquent par le poids des masses financières en jeu du fait même de sa présence sur un territoire. Avec une population étudiante qui représente dans les villes de Nabeul et Gafsa près de 20 % de la population, l'université constitue un défi non seulement urbain, mais aussi économique et social pour les collectivités, qui doivent apporter des réponses en termes de logements, d'offre de transports, mais aussi d'offre culturelle. L'évolution économique et sociale dans l'agglomération de Gafsa au cours des dernières années est marquée par le recul des activités minières. Conjugée à la faible dynamique des autres activités, notamment industrielles, cette situation a été à l'origine d'un taux de chômage croissant, qui a accentué les mouvements migratoires. Par son importance, l'université est incontestablement un facteur de développement économique pour la ville. Elle emploie plus de mille enseignants et employés administratifs et techniques. Et, hormis la fixation des étudiants originaires de la région de Gafsa, les flux des étudiants, qui s'élèvent à près de 18 000 étudiants en 2011, ont favorisé la promotion privée et les petits métiers.

Dans la ville de Nabeul, l'université occupe également une place importante en matière de création d'emplois directs, sans compter les emplois créés indirectement par l'existence des établissements universitaires. Dans les villes étudiées, l'université se place dans ce domaine au niveau des plus grandes entreprises de la région, d'autant plus que les salaires y sont supérieurs à ceux des établissements industriels ou touristiques. L'université a provoqué également une dynamique économique par la création d'un certain nombre de marchés commerciaux, principalement dédiés à l'approvisionnement des restaurants universitaires, qui servent plus de 2 700 repas par jour à Nabeul, et plus de 3 600 à Gafsa (BEPP-MESRST, 2012). L'installation de sept établissements d'enseignement supérieur et de cinq résidences universitaires à Gafsa a joué un rôle dans la polarisation des déplacements et dans la structuration de l'espace urbain, et a créé une certaine dynamique aussi bien urbaine qu'économique dans cette agglomération où le tissu économique est peu diversifié et peu autonome. Une dynamique qui restera limitée tant que l'interface organique entre l'université et la ville n'a pas été établie. Il apparaît nettement que l'aménagement des campus et des implantations universitaires, qui représente aujourd'hui une nouvelle donne d'importance, est à repenser en termes d'articulation avec l'urbain, afin de favoriser l'ouverture, l'échange et l'intégration (Guidarini, 2003).

Universités et enjeux territoriaux

L'ampleur des réalisations est en mesure de faire de l'université un point fort de la trame urbaine, bien que la relation université/ville se soit matérialisée par le renvoi des étudiants à la périphérie urbaine. Aujourd'hui, de nouveaux enjeux ont mis les universités tunisiennes à l'ordre du jour au point que les territoires sont amenés à se restructurer autour d'elles alors que la notion de « ville universitaire » se développe. Que faut-il voir derrière ce nouvel engouement pour les universités qui se veulent « porteuses » de projets pour la ville ?

Les observations menées sur le terrain montrent l'impact territorial des pôles universitaires sur leur environnement proche et l'émergence d'un « effet campus » (Dhafer, 2005). Ces nouveaux acteurs urbains sont de plus en plus sollicités pour impulser une dynamique des espaces périurbains, ces territoires de l'entre-deux. Aujourd'hui, la population locale découvre que la présence d'une université dans une ville en perte de vitesse peut représenter un atout, mais aussi un défi urbain, économique et social.

La zone limitrophe du campus de Nabeul, réserve foncière très intéressante, est devenue un pôle qui attire les promoteurs immobiliers et de petits investisseurs locaux. La présence de l'université a favorisé l'ouverture d'un front d'urbanisation au sud-ouest de la ville, et les terrains vierges à proximité de l'université voient se développer un nouveau quartier d'habitation. Les maisons individuelles représentent les formes les plus visibles de la première urbanisation du secteur. Le site universitaire est en train de bénéficier d'une vie urbaine reconstituée, même si les services existants correspondent peu aux besoins spécifiques de la vie universitaire. Les adaptations qui devront être effectuées nécessitent du temps.

Ces dernières années, les zones périphériques de l'université à Gafsa se recomposent à l'occasion d'opérations liées notamment aux opportunités foncières dégagées par les mutations universitaires. Ces phénomènes ne sont pas toujours accompagnés d'investissements publics. Aujourd'hui, les habitants de ces zones espèrent que la présence des équipements universitaires favorise une dynamique territoriale. L'absence d'espace public, de parcellaire capable de garantir l'évolution de l'espace et du bâti intensifient le rôle de l'université. En effet, l'implantation de l'espace universitaire à Gafsa au cœur d'un vaste espace stigmatisé montre des signes qui permettent d'influencer et de changer la composition urbaine de son environnement immédiat, de sa forme et de sa consistance urbaine.

La zone qui abrite l'université, longtemps occupée par des populations de plus en plus précarisées, s'urbanise progressivement. D'ailleurs, la demande des étudiants en matière d'hébergement a provoqué des travaux de réhabilitation, de renouvellement et d'extension urbaine, et

notamment dans ces quartiers. Le nombre élevé d'autorisations de bâtir délivrées par les services techniques de la municipalité ces dernières années pour des travaux d'extension et de transformation, ainsi que le développement des activités commerciales et de services, permettent d'apprécier l'impact de l'université dans cette vague de recomposition urbaine (municipalité de Gafsa, 2010).

La fonction originelle de l'université semble être largement dépassée, pour être mise au service du développement et de la valorisation d'un espace environnant beaucoup plus étendu. La présence de cet équipement dans des zones urbaines en difficulté constitue un facteur d'animation dans différents domaines. Les marquages de l'appropriation individuelle et collective et les temporalités d'occupation de l'espace urbain par les usagers de l'espace universitaire ont nettement favorisé le développement et la diversification des équipements et des services (loisir, transport, etc.) à Gafsa. Certes, la présence de l'université est loin d'être capable de changer à elle seule la physionomie des zones urbaines en déclin, mais elle peut contribuer à raccommoder des tissus urbains fragiles (Dhafer, 2005).

Aujourd'hui, le président de l'université de Gafsa cherche à délocaliser les institutions universitaires au cœur de la ville. Il s'agit, dit-il, de créer une carte universitaire à trois pôles, intégrant à la fois le centre-ville, l'entrée nord et l'entrée sud de la ville. « Ceci pour que les retombées bénéfiques profitent à la totalité de la ville. » En Tunisie, les sites où se déploient plusieurs espaces universitaires se composent généralement de quartiers populaires ou de zones d'habitat social déqualifié. Certaines villes ou parties de villes, comme c'est le cas à Gafsa, se sont emparées de la fonction universitaire comme outil de recomposition urbaine. Cette réalité constitue un élément de compréhension important du nouveau rôle de

Nabeul : l'implantation du campus a déclenché des opérations de grande envergure



l'université comme partie prenante d'une action urbaine revitalisante des zones en crise.

Les liens que peuvent tisser villes et universités au profit du développement local en Tunisie sont encore peu développés, mais ils sont porteurs et touchent de nombreux domaines. Après analyse, il apparaît clairement que l'université se présente comme une plus-value territoriale et peut devenir un levier d'action et d'opportunité, si la ville qui l'abrite arrive à mener une politique dynamique et volontariste en matière d'aménagement. Le rôle que pourrait jouer l'université ne saurait pour autant se réduire à une simple stratégie d'implantation ou d'aménagement, car les villes moyennes et petites, par exemple, cherchent à trouver un appui auprès des universités pour promouvoir le développement local. « Les universités ne sont plus de simples prestataires de services, mais des acteurs stratégiques du développement urbain » (Bourdin, 2010).

Références bibliographiques

Brugnes M. P., (1989), *Université et développement urbain dans le tiers-monde : étude comparée de Fès (Maroc), Mérida (Venezuela), Morelia (Mexique), Sfax (Tunisie)*, Paris, Toulouse, CNRS Éditions, 180 p.

Bourdin A., (2010), « L'université comme acteur du développement urbain durable », communication GRIDED, Université de Montréal.

Dhafer N., (2003), « L'université dans la ville : quel cadre spatial ? », *Revue maghrébine d'aménagement de l'espace et de la construction*, Archibat, n° 6, pp. 80-83.

Dhafer N., (2005), *Université, ville et urbanité : le cas du Grand Tunis*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, ENAU, 422 p.

Dhafer N., (2010), « Les implantations universitaires en Tunisie : de la marginalisation à l'intégration dans l'aménagement urbain », *L'Espace géographique*, t. 39, n° 1, pp. 65-74.

Dhafer N., (2010), « Aménagement universitaire et mutations urbaines en Tunisie », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 152, pp. 337-353.

Denieul P. N., Madoui, M., (2011), *Entrepreneurs maghrébins : terrains en développement : Terrains en développement*, Éditions Karthala/IRMC, 216 p.

Felloneau M. L., (1998), *L'Étudiant dans la ville. Territorialités étudiantes et symbolique urbaine*, Paris, L'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 309 p.

Filâtre D., (1991), « Villes moyennes et universités, les enjeux des antennes universitaires », *Espaces et Sociétés*, n° 59, pp. 119-127.

Filâtre D., (1998), *L'Université face à ses territoires, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches*, Toulouse, Université de Toulouse-Le Mirail, 425 p.

Frémont A., (1991), « L'aménagement du territoire universitaire », *L'Espace géographique*, n° 3, pp. 193-213.

Guidarini V., (2002), *L'Université : un nouvel outil de recomposition urbaine ?*, thèse de doctorat en sociologie, Marseille/Aix en Provence, EHES/LAMES/MMSH.

INS, (2005), « Le recensement général de la population et de l'habitat », avril 2004.

Merlin P., (1996), « L'Université de masse et la ville », *Espace et Sociétés*, n° 80-81, Paris, L'Harmattan, pp. 47-71.

MESRST, (2007), *L'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la technologie en Tunisie, indicateurs et comparaisons internationales*, Tunis, Éditions BEPP, 127 p.

Moreau M., Tesson F., (2011), « Modalités et enjeux de l'insertion territoriale d'une université en ville moyenne. Approche à partir de la recherche scientifique à l'université de Pau et des Pays de l'Adour », *Cybergeographie : European Journal of Geography*.

Biographie

NAJEM DHAHER est docteur en urbanisme et aménagement, professeur à l'École nationale d'architecture et d'urbanisme de Tunis, université de Carthage. Il s'intéresse aux différents acteurs et logiques qui président aux recompositions et au développement des espaces urbains. Ses travaux portent en particulier sur l'étude des dynamiques urbaines dans leurs relations avec les questions d'aménagement et de développement local. Il est également membre de l'Association tunisienne des urbanistes et de l'unité de recherche Ville-Aménagement-Développement. Il a publié récemment des articles sur l'université tunisienne et la ville dans la revue de l'enseignement supérieur en Afrique : « L'université, un outil de développement urbain local ? Le cas de Jendouba en Tunisie », *JHEA/RESA*, vol. 10, n° 2, 2012 ; et « Les ambivalences de la mise en tourisme du patrimoine : le cas du centre ancien de Tozeur en Tunisie », *Revue Mondes du tourisme*, n° 6, décembre 2012.

najem_dhafer@yahoo.fr